

Le Canada

Les États d'Asie-Pacifique ont réservé un accueil mitigé à l'initiative canadienne à l'égard d'un DSCPNI. L'Union soviétique et la Mongolie y ont donné leur appui en affirmant, de façon erronée et sans que leur appui soit bénéfique, que la proposition ne faisait qu'encherir sur leurs propres propositions en matière de sécurité régionale. L'Australie et la Nouvelle-Zélande en ont appuyé le principe, mais elles ont soutenu que l'initiative renfermait des lacunes au plan de la géographie étant donné qu'elle excluait la participation d'importants intervenants du Pacifique Sud. De prime abord, l'ANASE considérait la proposition du Canada comme malvenue et de source étrangère à la région. Les États-Unis et le Japon étaient parmi les derniers à être persuadés de l'utilité de la formule canadienne. L'initiative de DSCPNI, après peaufinage et avec son accent sur le volet des ONG, est maintenant considérée comme donnant un exercice utile qui aidera à amorcer un dialogue multilatéral sur les menaces traditionnelles et non traditionnelles à la stabilité du Pacifique Nord.

L'ANASE

Bien que chaque pays de l'ANASE possède ses propres mécanismes militaires de sécurité (alliances bilatérales avec les États-Unis, ententes bilatérales et trilatérales entre les membres de l'ANASE en vue de manoeuvres militaires; participation au mécanisme de défense des cinq puissances (*Five Power Defense Arrangement*)), le présent document traite de l'ANASE à titre d'organisation régionale et examine la réaction de celle-ci face à l'évolution de la situation stratégique en Asie-Pacifique.

Depuis sa fondation, l'ANASE est grandement préoccupée par les questions de sécurité dans la zone Asie-Pacifique. À cause des points de vue souvent disparates des États membres, il est difficile d'aborder la sécurité régionale dans un contexte officiel à l'échelle de l'association. L'étude des questions traditionnelles en matière de sécurité à l'échelle de l'ANASE a souvent été confiée à des organismes de recherches gouvernementaux (principalement l'Institut d'études stratégiques et internationales (ISIS) en Malaisie, le Centre des études stratégiques et internationales (CSIS) en Indonésie et l'Institut des études sud-est-asiatiques (ISEAS) à Singapour).

Ces instituts ont tenu périodiquement des colloques, des tables rondes et des conférences afin de discuter de différents aspects de la sécurité régionale, en insistant sur les questions traditionnelles de sécurité militaire.¹⁴

Dans son ensemble, l'ANASE n'était pas favorable à l'incursion de l'Union soviétique, de l'Australie ou du Canada dans le domaine de la sécurité en Asie-Pacifique (les initiatives mises de l'avant par la Mongolie et la Corée n'avaient pas été envisagées sérieusement). Si, ostensiblement, l'ANASE s'attachait à des questions de portée régionale, on comprendra qu'elle se soit intéressée particulièrement à l'Asie du Sud-Est, notamment l'Indochine, à l'influence croissante du Japon et à la nécessité d'une présence militaire américaine stabilisatrice dans la région.